



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Novembre 2018

www.defense.gouv.fr/irsem

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications de l'IRSEM, Ouvrages publiés par les chercheurs, Événements, Actualité des chercheurs

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 13\)](#)

Questions régionales Nord, Questions régionales Sud, Armement et économie de défense, Défense et société

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 15\)](#)



[À VENIR \(p. 18\)](#)

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Note de recherche n° 65

« [Les enjeux de l'élection de mi-mandat 2018 aux États-Unis](#) », par Maud QUESSARD, 8 p.

Cette note étudie l'impact des élections américaines de mi-mandat sur les orientations de la politique étrangère des États-Unis à l'horizon de la prochaine élection présidentielle de 2020. Dans un contexte marqué par une extrême polarisation, cette élection devrait avant tout refléter les préoccupations de politique intérieure des électeurs américains. L'impact de ces élections sur la politique étrangère américaine dépendra d'une victoire démocrate partielle (à la Chambre des représentants) ou totale au Congrès (à la Chambre basse et au Sénat). Dans les deux cas de figure, la priorité sera donnée par les démocrates au renforcement des enquêtes parlementaires en cours à l'endroit du Président. Ce dernier, gêné sur les ques-

tions de politique intérieure devrait, dans la grande tradition des présidences « impériales » américaines, reporter toute son attention sur les questions de politique internationale. Il pourrait ainsi renforcer l'*hubris* de ses décisions et la politisation des alliances, qui ont caractérisé ses deux premières années de mandat. En ce sens, pour les alliés comme pour les puissances concurrentes des États-Unis, une victoire démocrate ne serait pas nécessairement un atout pour favoriser leurs intérêts.



Note de recherche n° 66

« [Diffusion de l'information russe en Afrique. Essai de cartographie générale](#) », par Kevin LIMONIER, 21 p.

S'il est désormais largement étudié dans le monde occidental, l'appareil médiatique russe l'est beaucoup moins dans d'autres régions du monde, et notamment en Afrique. Or, au moment où la Russie semble vouloir reprendre pied sur ce continent, il est apparu comme nécessaire d'entreprendre un premier travail exploratoire du rôle que peut jouer ce pays dans l'espace informationnel africain, et notamment

dans les pays francophones. Cette note présente ainsi les résultats d'une étude quantitative menée sur la diffusion et la propagation des contenus informationnels produits par les agences russes RT (Russia Today) et Sputnik News.

Grâce aux données récoltées, il a été possible de dresser une première cartographie générale des logiques de circulation de ces contenus, de leurs relais, et des stratégies discursives utilisées par les divers acteurs en présence. Outre son utilité empirique pour comprendre l'état réel de l'implantation russe dans le champ informationnel africain francophone, cette note a également une vocation méthodologique, en explicitant les méthodes utilisées – au croisement de la géopolitique et de l'analyse Big Data.



Note de recherche n° 67

« [Les études sur le renseignement en France : généalogie, structuration et propositions](#) », par Jean-Vincent HOLEINDRE et Benjamin OUDET, 16 p.

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, on observe une triple légitimation du renseignement en France :

par le contexte international, à travers les défis sécuritaires contemporains comme le terrorisme, la criminalité organisée, les manipulations de l'information ; par la réorientation des politiques publiques (débouchant notamment sur la loi Renseignement du 24 juillet 2015) ; et par l'évolution des perceptions au sein des populations, touchées par le phénomène terroriste. Ce contexte peut favoriser le développement des études sur le renseignement, qui ont peiné jusque-là à s'imposer en France. Le sujet suscite en effet un nombre croissant de travaux en sciences humaines et sociales, principalement en histoire, en droit et en science politique.

Cette note fait le point sur les études sur le renseignement en France, sans prétendre établir une cartographie exhaustive du champ. Elle s'organise selon trois axes : tout d'abord, une brève généalogie des études sur le renseignement sera proposée selon une perspective comparée entre le monde anglo-américain et la France. Puis quelques données sur la structuration du champ (publications, thèses, réseaux de recherche, internationalisation) seront présentées. Enfin, nous formulons dix propositions pour le développement des études sur le renseignement, notamment en matière d'enseignements, d'habilitations accordées aux chercheurs ou encore la création d'une revue spécialisée.

Nous plaçons également pour un rapprochement entre universitaires et praticiens effectué dans le strict respect de l'indépendance des sphères et dans le souci de la compréhension mutuelle. Le rôle de l'État et des pouvoirs publics est à cet égard fondamental pour donner l'impulsion et encadrer ce rapprochement.



Étude de l'IRSEM n° 60

« [L'activité de renseignement des groupes jihadistes](#) », par le COL Olivier PASSOT, 131 p.

La plupart des groupes armés, révolutionnaires, criminels ou terroristes, recourent à des pratiques qui s'apparentent aux techniques et procédures

de renseignement. Les groupes jihadistes ne font pas exception, dès lors qu'ils atteignent un certain niveau d'ambition et de sophistication. Ils y recourent à des fins défensives et offensives mais aussi pour exécuter des missions spécifiques. Ils ont mis en place des structures dédiées, plus ou moins développées en fonction de leur taille et de la complexité de leur organisation – les groupes transnationaux sont les plus inventifs dans ce domaine.

Cette étude se concentre sur la fonction renseignement des groupes armés jihadistes pratiquant des activités terroristes à l'échelle mondiale (État islamique et Al-Qaida), et de leurs émanations régionales ainsi que des organisations qui leur ont fait allégeance. Elle inclut des organisations opérant au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie. S'intéressant d'abord au cadre référentiel de l'activité de renseignement, elle s'appuie ensuite sur la description d'opérations terroristes emblématiques puis analyse les fonctions et missions assignées par les groupes terroristes à leurs structures de renseignement.



Étude de l'IRSEM n° 61

« [Améliorer la résilience psychologique des combattants et de leurs familles](#) », par le LCL Arnaud PLANIOL, 61 p.

Les forces armées françaises opèrent dans un contexte de plus en plus exigeant psychologiquement, ce qui

est source de traumatismes potentiels. Il apparaît d'autant plus nécessaire de réfléchir à la manière dont les armées pourraient améliorer la résilience psychologique des combattants et de leurs familles.

Cette étude a pour objectif de faire à la fois un point sur les actions de prévention mises en œuvre dans les armées françaises mais aussi de connaître le contenu et, si possible, « l'efficacité des actions et programmes d'amélioration de la résilience individuelle qui existent aux États-Unis », afin de pouvoir éventuellement s'en inspirer.

OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES CHERCHEURS



Nathalie FAU, Benoît de TRÉGLODÉ (dir.), *Mers d'Asie du Sud-Est, Coopérations, intégration et sécurité*, CNRS Éditions, 2018, 394 p.

L'Asie du Sud-Est, espace géopolitique majeur, est une région à dominante maritime : l'espace marin y dépasse en superficie celui des terres émergées et sa situation exceptionnelle entre deux océans, Pacifique et Indien, lui confère un rôle central dans la circulation maritime mondiale. Loin d'être homogène et uniforme, cette étendue maritime se structure en sous-ensembles régionaux et l'ambition de ce livre est de prendre en compte cette diversité : il ne se focalise ainsi pas uniquement sur la mer de Chine méridionale mais traite également de la mer de Sulu-Sulawesi, de Timor et d'Arafura, du golfe du Tonkin, du détroit de Malacca ou encore du Triangle de Corail.

Mers et détroits ont toujours joué un rôle central et unificateur dans l'intégration spatiale de cette région. Mais l'intervention des puissances coloniales, et surtout la volonté des États après leur indépendance de protéger leur territoire national, ont contribué à l'émergence de différends frontaliers territoriaux et maritimes. Si la mer cristallise ces tensions, elle n'en demeure pas moins au cœur d'enjeux politiques, économiques, sociétaux et environnementaux et de nombreuses initiatives de coopération ont été entreprises : exploration et exploitation pétrolières et gazières, pêche, recherche marine, sécurité maritime, protection de l'environnement, opérations de sauvetage et lutte contre la criminalité...

Les riches études réunies dans cet ouvrage mettent en évidence le caractère transnational des questions maritimes en Asie du Sud-Est, et croisent pour la première fois la dimension sécuritaire et le poids des coopérations régionales.

ÉVÉNEMENTS

6 novembre : Séminaire des jeunes chercheurs.



Le 6 novembre dernier, s'est tenu à l'École militaire le premier séminaire Jeunes Chercheurs de l'année universitaire 2018-2019, sous la direction de Hervé Drévuillon (SHD) et de Jean-Vincent Holeindre (IRSEM).

Cette première séance a été introduite par une présentation succincte de tous les participants ainsi que des institutions représentées. Dans un second temps, les professeurs Hervé Drévuillon et Jean-Vincent Holeindre ont discuté le thème de « La guerre et l'État », central pour les doctorants soutenus par le ministère, qu'ils étudient le droit, la science politique, l'histoire ou la sociologie. Hervé Drévuillon a présenté la pertinence d'étudier la guerre et l'État selon une approche chronologique. Ayant suivi cette approche depuis la période moderne, il est venu à interroger la sociogenèse de l'État mobilisant pour ce faire les écrits de Charles Tilly et de Norbert Elias.

La transition a été faite avec la présentation de Jean-Vincent Holeindre sur la centralité de la question de la formation de l'État pour les politistes. Après un rappel historique des textes fondateurs de Machiavel et Hobbes, le séminaire a été l'occasion de discuter des définitions concurrentes et sans cesse renouvelées. Le renouveau des études sur la guerre a été aussi discuté à partir des travaux de Michael Howard et de John Keegan notamment. Des repères bibliographiques ont été partagés ainsi qu'un ensemble de bonnes pratiques afin de mener à bien la réalisation de son doctorat. Un calendrier des futures séances a été établi durant lesquelles les doctorants présenteront leurs travaux devant leurs collègues et des intervenants extérieurs.

Jules VILLA
Assistant de recherche

6 novembre : Visite de la Temasek Society de Singapour.



Délégation singapourienne
Mardi 6 novembre 2018
École militaire

Le 6 novembre, l'IRSEM a reçu une délégation de 20 officiers singapouriens accompagnés de l'attaché de défense à l'ambassade de Singapour en France. Cette visite, organisée par Benoît de Tréglodé, directeur du domaine « Questions régionales Sud », avait pour objectif de présenter l'IRSEM et la diversité de son expertise recherche sur des sujets d'intérêt pour la partie singapourienne. Durant cette rencontre, le directeur de l'IRSEM, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, est intervenu afin de présenter son rapport sur la désinformation publié en septembre 2018 en collaboration avec le CAPS (MEAE). S'en est suivi quatre présentations par des chercheurs de l'IRSEM : Barbara Jankowski a abordé la sociologie de défense, François Delerue la stratégie française de cyberdéfense, Pierre Haroche la politique européenne de défense et Denis Tull la politique française de contre-terrorisme au Sahel.

7 novembre : Conférence « The Making of US Foreign Policy toward Russia ».



Séminaire « The Making of US Foreign Policy toward Russia »
Mercredi 7 novembre 2018
École militaire - Paris

Le 7 novembre, l'IRSEM organisait, en collaboration avec l'ambassade des États-Unis, une conférence intitulée « The Making of US Foreign Policy toward Russia », autour de Celeste Wallander, présidente et fondatrice de la US-Russia Foundation. En tant qu'ancienne conseillère Russie-Eurasie au Conseil de sécurité nationale de l'administration Obama, Celeste Wallander a offert un éclairage circonstancié sur l'élaboration de la politique étrangère américaine à l'égard de la Russie et sur les alternatives aux orientations actuelles. Au lendemain des élections de mi-mandat, qui ont vu la Chambre des représentants passer à majorité démocrate, Celeste Wallander a notamment pu aborder avec ses trois discutants : Maud Quessard, Céline Marangé et le colonel Jérôme Pellistrandi, des problématiques relatives à la politique de l'administration Trump vis-à-vis de la Russie, aux sanctions contre celle-ci, au devenir du traité INF, à la Syrie, aux questions cyber ou encore au rôle du Conseil de sécurité nationale (NSC).

Arnaud SAINT-JEAN
Assistant de recherche

8 novembre : Lancement du livre *Security in Northern Europe: Deterrence, Defence and Dialogue*, dirigé par John Andreas Olsen.



Le 8 novembre 2018, s'est tenu à la résidence de l'ambassadeur de Norvège à Paris, le lancement du livre *Security in Northern Europe: Deterrence, Defence and Dialogue*, dirigé par John Andreas Olsen (RUSI, 2018). Cet événement était co-organisé par l'IRSEM (Pierre Haroche). Outre les auteurs, ont notamment participé aux échanges S. E. M. Rolf Einar Fife (ambassadeur de Norvège), François Heisbourg (IISS), Barbara Kunz (IFRI) et un représentant de la DGRIS. Les débats ont porté sur

les relations des pays du nord de l'Europe avec la Russie, l'évolution du lien transatlantique et les perspectives de coopération dans la région.

8 novembre : Séminaire de présentation de l'ouvrage de Bénédicte CHÉRON.



Le 8 novembre dernier, le domaine « Défense et société » de l'IRSEM a eu le plaisir d'accueillir Bénédicte Chéron lors d'un séminaire. Au cours de celui-ci, l'historienne a présenté son ouvrage *Le Soldat méconnu – Les Français et leurs armées : état des lieux* (Armand Colin).

Dans cet ouvrage, Bénédicte Chéron met en lumière le malaise qui est au cœur des relations civilo-militaires de la société française face à la nouvelle visibilité des armées dans la vie civile. Dans les derniers sondages, les Français affichent une confiance solide dans l'armée. Pourtant, les militaires, eux, se sentent mal compris par la population. Depuis la fin de la guerre froide, le corps militaire semble en effet avoir perdu sa fonction combattante, ce qui transparaît notamment dans le récit que font les médias de ses actions. Il se retrouve contraint d'endosser un rôle social d'encadrement de la jeunesse ou de sécurisation de la société. Cette nouveauté est notamment due à la difficulté de raconter les guerres dans lesquelles les armées françaises sont engagées, ou plutôt de faire comprendre aux Français la nature des « missions d'interposition ». L'identité épique du soldat est contrariée ce qui contribue à renforcer le malaise sociétal vis-à-vis du corps d'armée. Bénédicte Chéron s'intéresse également à la politique culturelle et aux opérations de communication de l'armée et à leurs conséquences en termes d'image et de symbolique. Derrière ces questions se cache aussi l'enjeu du récit du destin national. Cette présentation

a ensuite donné lieu à une discussion dynamique et constructive, animée notamment par la directrice du domaine, Anne Muxel.

9 novembre : Séminaire « India's Persian Dilemma » avec le professeur P. R. KUMARASWAMY.



Le professeur P. R. Kumaraswamy, de la prestigieuse Jawaharlal Nehru University de New Delhi, est venu s'exprimer sur *l'India's Persian Dilemma*. En tant qu'expert reconnu sur les relations entre l'Inde et le Moyen-Orient, son intervention fut l'occasion de revenir sur l'histoire des relations entre l'Inde et l'Iran, marquées par des intérêts stratégiques communs aux deux pays et la volonté de l'Inde de garantir sa sécurité énergétique. Alors qu'elle a annoncé sa décision de continuer à acheter du pétrole iranien en dépit des nouvelles sanctions américaines contre Téhéran, le professeur Kumaraswamy a pu aborder les nouveaux enjeux énergétiques inhérents à la complexité de la relation triangulaire Inde-Iran-Arabie saoudite et à la préoccupation de l'Inde de privilégier un équilibre entre ses différents partenariats bilatéraux.

Marie GONZALES
Assistante de recherche

12 novembre : Séminaire « The Sudans and their regional security environment » avec Kate Almquist KNOFF, directrice de l'Africa Center for Strategic Studies.



Kate Almquist Knopf, directrice du Centre d'étude stratégique de l'Afrique fondé par le Congrès pour l'étude des problématiques de sécurité du continent, est venue s'exprimer sur les Soudans et leur environnement régional de sécurité. Rappelant le rôle joué par les États-Unis dans le processus de paix entre les deux États, l'experte a exposé les prochains enjeux relatifs au conflit soudanais. Insistant sur les conséquences de ce dernier et sur l'importance de l'aide humanitaire, Kate Almquist Knopf a apporté un éclairage quant aux dynamiques régionales : si Juba s'est tourné vers l'Égypte, Khartoum a tiré profit de l'accord récent conclu entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Elle craint ainsi que l'accord de paix ne soit pas respecté, d'autant que le continent africain n'est pas l'une des priorités de la politique étrangère américaine dont les préoccupations demeurent centrées sur la Chine et la Corée du Nord.

Marie GONZALES
Assistante de recherche

22 novembre : Atelier Wargaming.



Le 22 novembre 2018, Pierre Razoux, directeur du domaine « Questions régionales Nord », a animé une session de l'atelier « Simulation stratégique-Wargaming » de l'IRSEM centrée sur la Syrie post-Daech. Cette séance très appréciée, qui a mobilisé une douzaine d'experts civils et militaires, d'étudiants et de chercheurs, a permis aux participants de mieux cerner les rapports de forces, les stratégies et les contraintes des principaux acteurs régionaux engagés aujourd'hui au Levant.

L'IRSEM est partenaire de l'organisation de la première convention française consacrée au wargaming professionnel et aux *serious games*, qui se tiendra le 3 décembre 2018 toute la journée à l'amphithéâtre Foch. Cette convention illustre l'intérêt marqué de l'institution militaire et du monde de la recherche académique pour cette activité pédagogique qui constitue désormais l'un des axes de recherche de l'IRSEM, à travers notamment l'atelier mensuel piloté par Pierre Razoux. Voir également la [note de recherche n° 47](#) sur le wargaming. *La Lettre* de l'IRSEM de décembre 2018 rendra compte de cet événement novateur qui s'inscrit dans la politique d'innovation du ministère des Armées.

22-23 novembre : Colloque *Journées d'études Alain Clément*, « Les économistes et la Première Guerre mondiale », École militaire.



Le Laboratoire d'économie d'Orléans (LEO) et l'IRSEM, en partenariat avec l'association Charles Gide, ont organisé un colloque intitulé : Journées d'études Alain Clément « Les économistes et la Première Guerre mondiale ». Ce colloque est référencé dans les événements scientifiques de la mission du centenaire.

Lors de ces deux journées, 14 intervenants – principalement des économistes, mais aussi des historiens, politistes et philosophe – ont apporté leur vision sur la manière dont la Grande Guerre avait changé la pensée économique de l'époque. Sur les deux jours, une quarantaine de chercheurs en tout ont ainsi pu échanger sur la manière dont la Première Guerre mondiale a influencé l'organisation économique (la question de la planification, notamment) et a structuré la pensée économique (vision du commerce international, critique des « réparations » associées au traité de Versailles) en France, et plus généralement en Europe.

Côté IRSEM, Jean-Vincent Holeindre et Édouard Jolly sont intervenus dans le cadre de ces journées d'études.

Antoine PIETRI
Chercheur Économie de défense

23 novembre : Conférence de Patrick HAIMZADEH : « Le processus de la Conférence nationale en Libye : un outil inédit pour une sortie de crise ».

Patrick Haimzadeh, spécialiste de la Libye, conseiller pour le Centre Henri Dunant pour le dialogue humanitaire et chargé à ce titre de consultations publiques en vue de la préparation de la Conférence nationale en Libye, a présenté le 23 novembre 2018 à l'IRSEM la démarche entreprise pour parvenir à cet objectif, qui se veut un outil inédit et original en faveur d'une sortie de crise. Il était accompagné de Romain Granjean, directeur Afrique du Nord pour le Centre Henri Dunant.

Cette présentation a permis de comprendre le processus de préparation de la Conférence nationale, dont les résultats viennent d'être présentés au représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Libye. Il s'agit d'une démarche respectant la souveraineté de l'État libyen et fondée sur le principe de consultations inclusives, qui consistent en une série d'interviews et d'entretiens avec des représentants locaux de toutes natures.

Flavien BOURRAT
Chercheur Maghreb – Moyen-Orient

23 novembre : Table ronde sur l'Indo-Pacifique.



Le professeur Michito Tsuruoka de la Keio University (Tokyo) et le capitaine de vaisseau Keizo Kitagawa, directeur de la stratégie au Collège d'état-major des Forces d'autodéfense maritimes japonaises, ont été reçus à l'IRSEM pour présenter le concept japonais d'Indo-Pacifique, tant dans sa dimension politique pour le premier qu'opérationnelle pour le second. Cette présentation conjointe a souhaité souligner qu'il serait faux de réduire uniquement ce concept à une construction opportuniste en réaction à l'émergence maritime chinoise et aux

ambitions de l'initiative *One Belt, one Road* de Pékin. La personnalisation du concept, porté depuis 2007 par le Premier ministre Shinzo Abe, et sa déclinaison sous l'appellation *Free and Open Indo-Pacifique* (FOIP), en a fait un slogan volontiers perçu comme anti-chinois. Ceci explique d'ailleurs les réticences de certains partenaires du Japon, comme l'Inde ou la France, avec qui la marine japonaise coopère de plus en plus activement, à l'accepter et à l'intégrer dans leurs analyses stratégiques. Chacun aurait donc « sa » vision de l'Indo-Pacifique, y compris l'Australie ou les États-Unis qui ont intégré ce concept dans leur stratégie de sécurité et en font désormais un axe majeur de leur coopération maritime.

Marianne PÉRON-DOISE

Chercheuse Asie du Nord, stratégie et sécurité maritimes

26 novembre : Présentation du livre de Delphine Deschaux-Dutard, *Introduction à la sécurité internationale*.



Le 26 novembre, Delphine Deschaux-Dutard est venue présenter son livre, *Introduction à la sécurité internationale*, paru en octobre aux Éditions PUG.

L'ouvrage, qui dresse un panorama des principales approches théoriques de la sécurité internationale, de ses acteurs clés et de ses enjeux, expose les différents aspects de la sécurité (physique, économique, sanitaire, etc.), et propose une réflexion plus générale sur les notions de guerre et de paix.

Cette rencontre, organisée par Élie Baranets, a été suivie d'une fructueuse discussion.

29 novembre : Séminaire annuel de l'Observatoire de l'Asie du Sud.



Le 29 novembre 2018 s'est tenu le séminaire annuel de l'Observatoire de l'Asie du Sud, soutenu par la DGRIS et l'IRSEM, sur le thème de « Political Violence and Radical Militancy in South Asia ».

L'ancien ambassadeur Talmiz Ahmad a introduit la conférence en expliquant les enjeux de la radicalisation en Inde, puis le professeur G. S. Bajpai (National Law University de Delhi) a précisé ces enjeux en présentant plus spécifiquement le cas du Maharashtra. La matinée s'est conclue par une discussion sur les relations entre dictature, islam et radicalisation aux Maldives. L'après-midi a été l'occasion d'aborder la situation au Bangladesh par l'intervention du professeur Ali Riaz (Illinois State University), ainsi que les transformations du nationalisme baloutche avec Shakoor Ahmad Wani, doctorant à la Jawaharlal Nehru University de New Delhi.

Marie GONZALES
Assistante de recherche

30 novembre : Colloque DGSE-IRSEM sur les études de renseignement en France.



L'IRSEM et Interaxions, le cercle de réflexion de la DGSE, ont co-organisé le 30 novembre le 1^{er} colloque sur « Les études de renseignement en France ». Ouvert par le directeur général de la sécurité extérieure Bernard Emié et clôturé par le directeur de cabinet de la ministre des Armées, Martin Briens, cet événement fermé – sur lequel nous ne communiquons donc qu'a posteriori – a réuni plus de 150 personnes.

Praticiens et chercheurs, services français et étrangers, ont discuté successivement les sources, les modèles étrangers d'*Intelligence Studies*, la relation entre services de renseignement et chercheurs, et pour finir les conditions de l'émergence d'une école française d'études sur le renseignement.

Avec cet événement, deux publications récentes (l'Étude n° 60 du colonel Passot sur l'activité de renseignement des groupes jihadistes et la Note de recherche n° 67 de J.-V. Holeindre et B. Oudet sur les études de renseignement en France), un recrutement dédié et le lancement prochain d'un programme de recherche, l'IRSEM marque sa volonté de contribuer au développement des études sur le renseignement en France.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Élie BARANETS

- Conférence : « Journées géopolitique de Reims – Sécession », campus de Reims de Sciences Po Paris, « Les États-Unis font-ils sécession du monde ? », 16 novembre 2018.



COL Christian BARTHLEN

- Intervention, en tant que représentant du ministère des Armées, au *Georgia Defence and Security Conference* à Batoumi, Géorgie, 1^{er} et 2 novembre 2018.

- Participation au panel « L'interculturalité dans les objectifs opérationnels », colloque *L'interculturalité au prisme des actions militaires*, organisé par l'ENSOME avec le concours de l'IRSEM, École militaire, 28 novembre 2018.



Flavien BOURRAT

- Conférence pour la présentation du n° 40 de *Moyen-Orient* : « Algérie : un régime en panne, une société en éveil », *Controverses*, iReMMO, 14 novembre 2018.

- Participation à l'émission *Géopolitique, le débat*, consacrée à « L'Algérie, l'ouverture impossible », RFI, 30 novembre 2018.



Camille BOUTRON

- Conférence : « Du Pérou à la Colombie : les femmes ex-combattantes entre stéréotypes de genre et nouvelles subjectivités dans la construction de la mémoire » (en espagnol), Colloque international *Memorias de la violencia y post-conflicto en contextos periféricos*, organisé par l'Institut français d'études andines, Lima, Pérou, 24 et 25 octobre 2018.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Conférence sur la politique nucléaire américaine après la NPR 2018, Geneva Center for Security Policy, 21 novembre 2018.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Article : « La monarchie saoudienne et l'affaire Khashoggi », *Esprit*, n° 449, novembre 2018.



François DELERUE

- Participation en tant que rapporteur au panel « Prolifération, cyber stability and State responsibility », Forum sur la Gouvernance de l'Internet (IGF), UNESCO, Paris, 12 novembre 2018.

- Participation au [EU-China Cyber Expert Roundtable](#), Bruxelles, 17 novembre 2018.

- Intervention dans le cadre de la cérémonie d'inauguration de la plateforme « [Education, training, evaluation and exercise \(ETEE\)](#) » du Collège européen de sécurité et de défense, Bruxelles, 20 et 21 novembre 2018.



Juliette GENEVAZ

- Conférence : « La notion de sécurité nationale en République populaire de Chine », École normale supérieure, Lyon, 9 novembre 2018.

- Publication : « Hainan, avant-poste de Pékin en mer de Chine du Sud », in Benoît de Tréglodé et Nathalie Fau (dir.), [Mers d'Asie du Sud-Est. Coopérations, intégration et sécurité](#), CNRS Éditions, 2018.



Pierre HAROCHE

- Workshop sur la stabilité stratégique en Europe, organisé par Schuyler Foerster (CGST Solutions) et Jeffrey Larsen (Naval Postgraduate School, États-Unis), Bruxelles, 19 novembre 2018.

- Interview : « [L'Europe a-t-elle vraiment besoin d'une armée ?](#) », *Débat du jour*, RFI, 16 novembre 2018.

- Interview : « [La paix en Europe passe-t-elle par une armée commune ?](#) », *Cultures monde*, France Culture, 9 novembre 2018.

- Publication : « [Macron's "European army": why is everyone talking about it?](#) », *EUobserver*, 14 novembre 2018.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Présentation de l'ouvrage *La Ruse et la Force* à l'École de guerre, comité stratégie, 14 novembre 2018.

- Présidence d'un panel au colloque des Chercheurs sur le Moyen-Orient, Hôtel de Ville de Paris, 21 novembre 2018.

- Allocution d'ouverture aux journées d'études Alain-Clément « Les économistes et la Première Guerre mondiale », Amphithéâtre Moore, École militaire, 22 novembre 2018.

- Soutenance de la thèse de Pierre Bourgois, « Est-il l'un des leurs ? Francis Fukuyama et le néoconservatisme », Université de Bordeaux, 28 novembre 2018.

- Présidence d'une table ronde au colloque *Les études sur le renseignement en France*, organisé par Interaxions (DGSE) et l'IRSEM, 30 novembre 2018.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Interview sur le futur de la guerre, *Le Journal du dimanche*, 25 novembre 2018.

- Allocution d'ouverture et présidence d'une table ronde au colloque *Les études sur le renseignement en France*, organisé par Interaxions (DGSE) et l'IRSEM, 30 novembre 2018.



Édouard JOLLY

- Conférence inaugurale : « Aux origines de la Pax Americana – La Première Guerre mondiale comme transformation de l'économie globale », colloque *Les économistes et la Première Guerre mondiale*, École militaire, 22 novembre 2018.

- Conférence : « Philosophie de la guerre et théorie des conflits armés », organisée dans le cadre de l'atelier de philosophie 2018-2019, « La guerre », à l'Université de Bourgogne, Dijon, 30 novembre 2018.



Anne-Laure MAHÉ

- Participation au Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique, 5 et 6 novembre 2018.

- Organisation du séminaire « The Sudans and their regional security environment », avec Kate Almquist

Knopf, directrice de l'Africa Center for Strategic Studies, à l'IRSEM, 12 novembre 2018.



Céline MARANGÉ

- Conférence : co-organisation et modération de la conférence autour de Celeste Wallander (US-Russia Foundation), « The Making of US Foreign Policy toward Russia », avec Maud Quessard et le colonel Pellistrandi, École militaire, 7 novembre 2018.

- Présentation de sa recherche sur la culture stratégique russe dans le séminaire doctoral des départements d'études russes des universités Paris 8 et Paris 10, Nanterre, 15 novembre 2018.

- Séminaire : « Stratégies d'influence et guerres de l'information », avec les élèves officiers de Saint-Cyr, organisé avec Maud Quessard, IRSEM, 22 novembre 2018.



Anne MUXEL

- Obtention du [prix Émile Girardeau](#) de l'Académie des Sciences morales et politiques pour l'ouvrage qu'elle a co-dirigé avec Olivier Galland, *La Tentation radicale*, PUF, 2018.

- Publication : [Politiquement jeune](#), Éditions de l'Aube/Fondation Jean Jaurès, 2018. Cet ouvrage interroge les usages démocratiques contemporains dont les jeunes sont porteurs ainsi que les tensions, voire les paradoxes, qui sont à l'œuvre dans ce renouveau.

- Conférence : « La tentation de la radicalité politique : significations et limites », [19^e Journée de valorisation de la recherche de l'ENPJJ \(École nationale de protection judiciaire de la jeunesse\) « Violences politiques et citoyenneté des jeunes »](#), Roubaix, 15 et 16 novembre 2018.

- Participation au festival « [La chose publique](#) » organisé par la Villa Gillet, « Quelles sont les sources de la radicalité ? », avec Jean Birnbaum, Farhad Khosrokhavar et Olivier Galland, Lyon, du 15 au 24 novembre 2018.



Sophie PANEL

- Publication : avec Raül Magni Berton, « Alternation through death: is gerontocracy an equilibrium? *Political Research Quarterly*, vol. 71, n° 4, p. 75-988.



Marianne PÉRON-DOISE

- Organisation du séminaire « Regards croisés sur l'Indo-Pacifique » avec le professeur Michito Tsuruoka, Département de sciences politiques de l'Université Keio (Tokyo), et du capitaine de vaisseau Keizo Kitagawa, du Command and Staff College des Forces maritimes d'autodéfense japonaises, IRSEM, 23 novembre 2018.

- Présentation sur le thème « EU initiatives to Promote Maritime Domain Awareness and the Blue Economy » dans le cadre d'un *side-event* à l'occasion de la Conférence internationale sur l'économie bleue (Sustainable Blue Economy Conference) organisée à Nairobi (Kenya) du 26 au 28 novembre 2018.



Maud QUSSARD

- Publication : avec David Haglund, « How the West Was One: France, America, and the "Huntingtonian Reversal" », *Orbis Journal of World Affairs*, FPRI, automne 2018, 62:4, p. 557-581.
- Entretien avec Sophie Jacquin, « La militarisation de la diplomatie publique américaine », *Questions et débats, Défense Magazine*, n° 194, octobre 2018, p. 46-47.
- Publication : « [Les enjeux de l'élection de mi-mandat 2018 aux États-Unis](#) », *Note de recherche de l'IRSEM*, n° 65, 5 novembre 2018.
- Conférence : « Le soft power américain », *Questions stratégiques : Comprendre et décider dans un monde en mutation*, modéré par le général Paul Césari, CSFRS/ GEOSTRATEGIA, 6 novembre 2018.
- Séminaire : « L'impact des élections de mi-mandat sur les orientations de la politique étrangère des États-Unis », IRSEM, 6 novembre 2018.
- Conférence : co-organisation et modération de la conférence autour de Celeste Wallander (US-Russia Foundation), « The Making of US Foreign Policy toward Russia », avec Céline Marangé et le colonel Pellistrandi, École militaire, 7 novembre 2018.
- Séminaire : « Stratégies d'influence et guerres de l'information », avec les élèves officiers de Saint-Cyr, organisé avec Céline Marangé, IRSEM, 22 novembre 2018.
- Intervention : « Évolutions du processus décisionnel aux États-Unis », table ronde modérée par Jérôme Cathala, colloque Synopia *Quel avenir pour la décision collective en démocratie ?*, Assemblée nationale, 23 novembre 2018.
- Soutenance de thèse : membre du jury, thèse de Pierre Bourgeois, « Est-il l'un des leurs ? Francis Fukuyama et le néo-conservatisme américain », sous la direction de Patrick Chastenet, Université de Bordeaux, 28 novembre 2018.



Pierre RAZOUX

- Conférence : « Tsalal face à la guerre hybride », séminaire des généraux de l'Armée de terre aux Invalides, 14 novembre 2018.
- Accueil d'un groupe de stagiaires saint-cyriens pour des échanges autour du Moyen-Orient, 22 novembre 2018.

- Animation de l'atelier Wargaming, IRSEM, 22 novembre 2018.

- Conférence « La géopolitique du Moyen-Orient », séminaire sur le Moyen-Orient du collège de défense de l'OTAN, Rome, 28 et 29 novembre 2018.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Publication : avec Nathalie Fau (dir.), *Mers d'Asie du Sud-Est. Coopération, intégration et sécurité*, CNRS Éditions, 2018, 394 p.
- Conférence : « Viêt Nam, de la colonisation à nos jours », Institut des hautes études internationales et du développement (IHEID), Genève, 12 novembre 2018.
- Conférence : « Nouvel ancrage international du Viêt Nam », colloque *Le Vietnam et la mondialisation : Économie et géopolitique – État des lieux et perspectives*, Sénat – Palais du Luxembourg, 1^{er} décembre 2018.



Denis TULL

- Présentation : « Security Sector Reform in Mali », dans le cadre de l'atelier « New approaches to delivering Security Sector Reform in Sub-Saharan Africa », organisé par EUISS et Banque mondiale, Paris, 14 novembre 2018.
- Présentation : « Intervenir au Mali », dans le cadre de la conférence « Quelle relation entre l'Europe et l'Afrique ? Regards croisés Allemagne France », organisée par l'IFRI, Friedrich-Ebert-Stiftung et German Development Institute, Paris, 16 novembre 2018.
- Présentation : « Stabilization in Mali », dans le cadre de la conférence : « Stabilization: For Whom and to What Ends ? », organisée par Bonn International Center for Conversion (BICC), Bonn, 20 novembre 2018.
- Accueil d'un groupe de stagiaires de Saint-Cyr et présentation des politiques de défense et de sécurité européennes envers l'Afrique de l'Ouest, 23 novembre 2018.

VEILLE SCIENTIFIQUE

QUESTIONS RÉGIONALES NORD

13 novembre : Séminaire « *Between Giants: The Sino-Indian contest for influence in the Indian Ocean* ».

L'Institut français de relations internationales (IFRI) a organisé le 13 novembre 2018 un séminaire intitulé « *Between Giants: The Sino-Indian contest for influence in the Indian Ocean* » autour de David Brewster, Senior Research Fellow au National Security College et co-auteur de l'ouvrage *India and China at Sea: Competition for Naval Dominance in the Indian Ocean*, Oxford University Press, 2017.

David Brewster a dressé un panorama de l'océan Indien en évoquant dans un premier temps les impératifs de Pékin de protection de ses routes maritimes et de ses ressortissants. Il a ensuite détaillé les aspirations de l'Inde pour l'océan Indien. L'Inde aspire à devenir la puissance dominante de cet océan et perçoit comme illégitime la présence des puissances extérieures, notamment celle de la Chine. Cette perception viendrait d'une forme de doctrine Monroe adoptée par Nehru et d'une attitude défensive de l'Inde, jadis envahie par la mer. Pour l'Inde, la menace principale et de long-terme réside dans le développement de la Chine dans son voisinage immédiat. À l'inverse, la Chine ne verrait en Delhi qu'un acteur secondaire du système international, derrière la Russie et le Japon. La Chine constaterait seulement une volonté de l'Inde de se construire une sphère d'influence dans l'océan Indien, accompagnée d'une emprise sur les plus petits États de la région. De façon générale, il y aurait un décalage complet dans la perception que l'Inde et la Chine ont l'une de l'autre. Enfin, David Brewster considère que ce phénomène de tensions laisse penser qu'il pourrait y avoir une nouvelle « guerre froide » au sein de l'Indo-Pacifique, d'une part entre l'Inde et la Chine dans l'océan Indien, d'autre part entre la Chine et les États-Unis dans l'océan Pacifique, chacune ayant cours indépendamment de l'autre. Cela s'accompagnerait d'une compétition pour le contrôle des petits États de la région dont certains, à l'instar du Sri Lanka, jouent difficilement la carte du non-alignement. À cela s'ajoutent les conséquences des investissements chinois de la *Belt and Road Initiative*, qui changent l'architecture de sécurité régionale puisque la Chine s'intéresse désormais directement à la sécurité interne des pays accueillant ses infrastructures.

Répondant aux questions d'Isabelle Saint-Mézard et de l'auditoire, David Brewster a souligné le fossé existant entre les ambitions de l'Inde et la capacité de ses institutions à les mettre en œuvre. Il a également rappelé que l'Australie sortait d'une période au cours de laquelle la Chine avait tenté d'interférer dans ses affaires internes. L'Australie est aujourd'hui particulièrement concernée par le Pacifique-Sud et y développe des alternatives économiques aux projets chinois mais s'intéresse également de plus en plus à l'océan Indien dans lequel l'Inde et le Japon construisent un Indo-Pacific Open Corridor.

Arnaud SAINT-JEAN
Assistant de recherche

QUESTIONS RÉGIONALES SUD

Nathaniel D. F. ALLEN, « *Assessing a Decade of U.S. Military Strategy in Africa* », *ORBIS*, 62:4, 2018, p. 655-669.

Si les récents propos du président Donald Trump ont pu rappeler que l'Afrique n'est pas la priorité de la politique étrangère américaine, l'engagement militaire des États-Unis sur la zone a été renforcé depuis les années 2000. À ce titre, Nathaniel D. F. Allen dresse un bilan de la stratégie militaire américaine en Afrique sur la dernière décennie, en exposant tant les réussites que les faiblesses et ambiguïtés de cette dernière. Doctorant à l'Université Johns Hopkins, il évoque un bilan stratégique mitigé : les actions militaires américaines en Afrique n'ont pas accru l'insécurité sur le continent mais n'ont pas véritablement contribué à sa stabilité.

Dans un premier temps, l'auteur compare la politique stratégique des États-Unis en Afrique durant la guerre froide à celle conduite depuis le début des années 2000. À cet égard, il montre que l'engagement militaire américain s'est globalement renforcé. En effet, le nouveau commandement permanent de l'AFRICOM a permis une augmentation du soutien logistique et humain : outre la base permanente installée à Djibouti, on compte une douzaine d'autres infrastructures, alors que l'AFRICOM compte 9 000 personnes (civils et militaires). De même, les stratégies du Pentagone sur le continent se sont diversifiées, notamment dans les domaines suivants : l'analyse et le partage du renseignement, l'usage des drones (déployés en Tunisie, au Niger, en Éthiopie et en Somalie notamment) et la surveillance aérienne au-dessus de l'Ouganda et du Burkina Faso. La stratégie militaire américaine actuelle en Afrique est surtout envisagée dans le cadre de la lutte contre le terrorisme pour laquelle les

opérations des forces spéciales jouent un rôle majeur, conformément à la stratégie d'empreinte légère définie en 2012. En ce sens, pour N. Allen, le seul point remarquable de la stratégie américaine de ces dernières années est le succès récent des opérations qui ont permis de contenir la propagation des groupes affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique, notamment en Somalie contre le groupe al-Shabaab (raids aériens en 2014 qui se sont soldés par la mort du leader Ahmed Abdi Godane), en Libye contre l'État islamique avec l'opération *Odyssey Lightning* en 2016 ou encore au Niger, au Cameroun et au Tchad.

Malgré ces quelques succès, la contribution américaine à la stabilité politique de l'Afrique demeure plus contestable selon l'auteur. En effet, critiquant le soutien américain, notamment financier, à des régimes répressifs (tels que ceux du Cameroun, de l'Éthiopie ou encore du Tchad), il considère que le renforcement de l'assistance militaire sur le continent africain ne peut plus se limiter à des réponses conjoncturelles visant à endiguer les menaces terroristes immédiates. Soutenant que l'aide économique apportée à des régimes autoritaires peut alimenter les risques terroristes, il propose une « politique de l'équilibre » entre les besoins sécuritaires d'urgence et la promotion d'une stabilité politique de long terme. À ce titre, il suggère un renforcement des capacités de l'AFRICOM dans le domaine de l'analyse et du renseignement, notamment par le recrutement d'experts régionaux, une amélioration de la coopération entre l'armée américaine et les armées africaines en matière de formation militaire et l'adoption d'une ligne de conduite visant à promouvoir les réformes du secteur de la sécurité et de la justice et le renforcement de l'État de droit.

Cette analyse pourrait ainsi s'inscrire dans les velléités du Congrès d'investir différemment sur le continent, en dehors de l'outil militaire, comme l'illustre la récente adoption par le Sénat d'un projet de fonds d'aide pour le continent, qui pourrait limiter l'influence croissante de la Chine et de la Russie.

Marie GONZALES
Assistante de recherche

ARMEMENT ET ÉCONOMIE DE DÉFENSE

Jonathan Markowitz, Christopher Fariss et R. Blake McMahon, « [Producing Goods and Projecting Power: How What You Make Influences What You Take](#) », *Journal of Conflict Resolution*, août 2018.

Cet article traite de l'effet des sources de revenus des États sur leur politique étrangère. Les auteurs montrent que plus un État est dépendant économiquement du territoire (par exemple, si les terres arables ou les ressources énergétiques constituent sa principale source de revenus), plus il est susceptible d'entrer en conflit territorial avec ses voisins. En revanche, les États dont l'économie est principalement orientée vers la production de biens et services tendent à entrer en conflit lorsque leur accès aux marchés est menacé : ils ont davantage tendance à être impliqués dans des conflits éloignés géographiquement, et investissent plus dans la marine que dans l'armée de terre (la marine étant peu utile pour conquérir ou défendre du territoire mais fondamentale pour sécuriser l'accès à certaines routes ou corridors maritimes). La démonstration s'appuie sur des données pour 170 pays sur la période 1816-2001, et tient indépendamment du niveau de développement économique de chaque État.

DÉFENSE ET SOCIÉTÉ

Luna K. C. et Gemma VAN DER HAAR, « [Living Maoist Gender Ideology: Experience of Women Ex-Combatants in Nepal](#) », *International Feminist Journal of Politics*, 19 novembre 2018.

Les études sur les femmes combattantes dans les conflits armés ont permis d'identifier les motivations de leur participation et ses implications pour l'*empowerment* des femmes au moment de la sortie de conflit. Les auteurs souhaitent contribuer à ces travaux à partir d'une analyse des luttes menées par les femmes combattantes pour l'égalité pendant et après le conflit armé au Népal. Des chercheurs ont en effet précédemment affirmé que l'émancipation féminine et la fin des discriminations de genre telles qu'elles sont prônées au sein de l'idéologie maoïste ont permis de rallier un grand nombre de femmes à l'Armée de libération du peuple (PLA). Au travers de récits reconstitués par des femmes ex-combattantes, les auteurs analysent leur engagement militant dans l'idéologie maoïste pendant et après le conflit. Ces récits montrent que malgré le discours d'égalité de genre au sein de la lutte armée, ces promesses d'égalité ne sont pas tenues au moment du retour à la paix, alors que les programmes de

réintégration ont poussé les femmes à reprendre leurs rôles traditionnels. À partir d'une perspective intersectionnelle, cet article montre comment les femmes ex-combattantes doivent faire face aux limites qui leur sont posées non seulement en raison de leur genre, mais aussi de leur caste et de toute autre forme de distinction sociale.

Camille BOUTRON

Chercheuse Sociologie du genre et des conflits

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Nan TIAN *et al.*, Military Expenditure Transparency in Sub-Saharan Africa, Stockholm International Peace Research Institute, SIPRI Policy Paper n° 48, novembre 2018.

Le SIPRI vient de publier un rapport sur les dépenses budgétaires dans le domaine de la défense dans les pays de l'Afrique subsaharienne et la question de la transparence.

Les dépenses militaires ont d'importantes conséquences sur la sécurité et, notamment dans le contexte de l'Afrique subsaharienne (ASS), elles peuvent avoir des effets considérables sur le développement. Les dépenses dans le secteur militaire doivent donc faire l'objet d'un examen attentif en tenant compte de considérations liées à la transparence de l'information par les entités gouvernementales, tant en interne que dans le cadre de leurs relations avec le public. Toutefois, les décisions concernant les dépenses militaires sont souvent classifiées et peuvent s'appuyer sur des politiques de sécurité non fondées.

Le rapport du SIPRI non seulement trace les tendances générales dans les pays africains en ce qui concerne la publication de données par les gouvernements, la possibilité de l'accès à ces informations, etc., mais il contient aussi des données intéressantes sur l'évolution des dépenses militaires entre 1966 et 2017. Il en ressort que le Mali est le pays qui a le plus augmenté ses dépenses militaires entre 2014 et 2017, avec une augmentation de 152 %, suivi du Gabon (63 %) et du Niger (61 %).

Denis TULL

Chercheur Afrique de l'Ouest



Benoît PELOPIDAS et Frédéric RAMEL (dir.), Guerres et conflits armés au XXI^e siècle, Presses de Sciences Po, 2018, 280 p.

Cet ouvrage offre au lecteur les clés de lecture nécessaires à la compréhension des conflits et de la violence contemporains. Chaque chapitre met en lumière un des aspects particuliers de la notion de guerre sous le prisme de l'actualité : le cyberspace, les guerres vertes, le nucléaire, le *lawfare*, les dépenses militaires, etc. L'ensemble dresse un panorama complet de la guerre telle que l'on se la représente traditionnellement : un affrontement entre plusieurs forces humaines. La guerre est expliquée comme un fait social, inévitable car portée par l'espèce humaine, à appréhender scientifiquement et non émotionnellement.

Pour ce faire, le livre a été divisé en quatre parties, complétées par des entretiens. La première partie, « Circonscrire la guerre et la conflictualité », permet de définir et de cadrer le sujet : la guerre et ses effets. On y apprend que le nombre de conflits armés augmente depuis 2012, après une relative accalmie entre 2000 et 2010 ; que la Première Guerre mondiale a eu lieu car les acteurs de l'époque étaient convaincus de son caractère inévitable en raison de leur perception biaisée de leur environnement ; que la guerre, paradoxalement, a pu avoir par le passé des répercussions positives sur le statut social des vétérans ; et que le changement climatique agira comme « multiplicateur de menaces » en fragilisant le lien entre la biosphère et la société.

La deuxième partie, « Techniciser les combats », aborde les aspects plus techniques et technologiques de la guerre : budget, nucléaire et soldat augmenté. Ainsi, la fin du cycle baissier des dépenses militaires dans le monde depuis les années 2010 est expliquée par l'éclatement de plusieurs conflits armés majeurs et l'expansion mondiale de la demande d'armes ; les effets positifs de cette augmentation sur l'économie sont remis en question. Benoît Pelopidas tire la sonnette d'alarme quant à la nature même des armes nucléaires : leur capacité de destruction et leur rapidité « a rendu impossible toute forme de processus démocratique et transformé tout dirigeant d'un État nucléaire en une forme de despote ». Enfin, les technologies de l'augmentation humaine soulèvent des interrogations éthiques (inviolabilité du corps humain), sociales (un accroissement des inégalités entre augmentés et les autres) ou encore sanitaires (risques d'interactions inattendues avec les structures inorganiques et les organismes vivants).

La troisième partie, « Localiser les combats », résume les enjeux et les potentialités de chaque théâtre potentiel de conflit : l'espace aérien, l'espace maritime, le cyberspace et l'espace. Un chapitre sur le renseignement et la surveillance revient sur les différentes techniques de contrôle de ces espaces et un chapitre final présente la Grande stratégie comme un moyen de penser l'ensemble de ces espaces pour proposer un récit cohérent de soi et du monde.

La quatrième et dernière partie, « Contenir la guerre et la conflictualité », contient quatre chapitres. Adrien Estève explique comment le droit est utilisé stratégiquement par certains acteurs dans le but de faire avancer une cause ou de bénéficier d'un avantage sur leurs adversaires (*lawfare*). Puis est questionnée l'efficacité systématique des mouvements pacifistes pour stopper les conflits. Didier Bigo décrit ensuite la réponse de la France au terrorisme : le gouvernement utilise une rhétorique militariste, mais la réaction a surtout été judiciaire avec le renforcement du couple police-justice. Pour finir, il est fait état de l'histoire des opérations de maintien de la paix de l'ONU et de leur capacité d'adaptation aux terrains où elles sont déployées.

On regrette que l'ambition portée par la conclusion – une nécessité pour les études de la guerre de « changer d'ontologie et de considérer le monde non humain comme autre chose qu'une simple source d'énergie ou un facteur de production », c'est-à-dire de prendre en compte la prééminence totale de l'enjeu du changement climatique par rapport aux autres enjeux – n'ait pas servi de boussole à la conception de l'ouvrage. En effet, celui-ci, à l'exception du chapitre de Daniel Compagnon et du débat entre Bruno Latour et le général Desportes, aborde des sujets modernes et pertinents, mais sans les subordonner à cet enjeu supérieur. Ainsi, malgré l'affirmation de la nécessité de changer de paradigme, les auteurs n'ont pas eux-mêmes sauté le pas.

Néanmoins *Guerres et conflits armés au XXI^e siècle* reste un ouvrage éclairant destiné à un public intéressé, qui permettra aux citoyens de débattre en connaissance de cause d'enjeux particulièrement saillants dans le débat public actuel, comme la violence, le terrorisme ou les interventions de la France à l'étranger.

Alice ROUQUETTE
Apprentie recherche



Charlotte Thomas, *Pogroms et ghetto. Les musulmans dans l'Inde contemporaine*, Karthala, 2018, 330 p.

Tiré de sa thèse, l'ouvrage de Charlotte Thomas, directrice du programme Asie du Sud (SAProg) du collectif de chercheurs Noria, analyse la situation de la minorité musulmane indienne au

prisme du quartier de Juhapura dans la ville d'Ahmedabad, la capitale du Gujarat. Cette échelle locale permet une meilleure compréhension de l'Inde contemporaine car, comme l'indique l'auteur, « regarder Juhapura, c'est regarder l'Inde de Narendra Modi » (p. 18). S'appuyant sur de nombreux témoignages d'habitants, collectés durant un long travail de terrain immersif, Charlotte Thomas dresse une analyse microsociologique de Juhapura et dégage les dynamiques qui travaillent le secteur. Quartier défavorisé créé dans les années 1970 qui hébergeait les victimes d'une crue, Juhapura s'est progressivement constitué en zone de sécurité pour les musulmans fuyant les violences orchestrées par la majorité hindouiste. Plusieurs émeutes antimusulmanes ont initié le mouvement en 1969 et 1985.

Inédit par sa violence (2 000 morts et 150 000 déplacés) et sa durée (6 mois), le pogrom de 2002 a poussé les musulmans d'Ahmedabad à rejoindre Juhapura. Ce regroupement était perçu comme la seule protection pour les victimes qui faisait face à une société hindoue hostile ou indifférente à leur sort. L'auteur décrit cette minorité comme une « communauté de souffrance », c'est-à-dire un groupe qui partage un même sentiment d'insécurité, les musulmans de Juhapura ont dû s'organiser pour recréer un espace de vie dans un quartier délaissé par la municipalité. Pris entre le prosélytisme religieux des ONG islamiques qui échangent adhésion à l'islam réformé contre protection et l'abandon par la municipalité, les habitants se sont progressivement auto-organisés et ont ainsi complètement transformé leur quartier. Dans le début des années 2000, l'implantation de musulmans aisés a entraîné un phénomène de gentrification de Juhapura qui, de ghetto, tend aujourd'hui à se transformer un quartier ethnique huppé.

L'ouvrage de Charlotte Thomas offre une excellente analyse de la dynamique de la violence collective, tant dans sa motivation que ses conséquences sur les victimes. Le pogrom de 2002 a été orchestré par le Bharatiya Janata Party (BJP), alors à la tête du Gujarat et aujourd'hui de l'Inde, afin de souder les populations hindoues contre un ennemi commun en vue

d'élections à venir. Les autorités locales ont alors soutenu les émeutiers en leur fournissant des listes de musulmans à cibler mais aussi des armes. S'appuyant sur les analyses de Jacques Sémelin sur les usages politiques de la violence de masse, l'auteur estime que le but n'était pas de détruire la communauté musulmane, mais de la soumettre. Un objectif atteint puisque celle-ci a dû se regrouper et est traumatisée des émeutes de 2002.

L'auteur se penche enfin sur la question de l'information dans la propagation de la violence collective lors des émeutes de 2002. Les rumeurs et la manipulation des faits par les journaux en langue gujaratie ainsi que par le pouvoir local ont entretenu et accentué la dynamique du pogrom. Les musulmans étaient alors décrits comme la cinquième colonne du Pakistan cherchant à soumettre la majorité hindoue. De même, l'ampleur des violences étaient tues au niveau local, empêchant ainsi toute médiatisation du sort des victimes et donc toute aide extérieure. Seuls les médias nationaux anglophones ont relaté la réalité du pogrom. Ceux-ci ont alors été accusés par les autorités du Gujarat de désinformation. En 2002, l'actuel Premier ministre de l'Inde était le ministre en chef du Gujarat, analyser sa gestion du pogrom et de l'État permet de mieux comprendre sa politique nationale. Ainsi, il a entrepris de stigmatiser les musulmans et de leur refuser toute aide, notamment en n'aménageant pas Juhapura. Toutefois, son suprématisme hindou s'est arrêté aux intérêts économiques du Gujarat. Il a cherché à coopter de riches musulmans après 2002 afin de donner une bonne image de l'État et attirer des investissements du Golfe.

Pogroms et ghetto de la politiste Charlotte Thomas offre un éclairage novateur sur la situation actuelle de l'Inde du Premier ministre Narendra Modi. L'ouvrage par son ampleur n'est pas seulement un travail monographique de première main mais il permet également de mieux comprendre dans son ensemble la dynamique des violences de masse au sein du sous-continent indien.

Victor GERMAIN
Assistant de recherche



Mati Ben-Avraham, *Métamorphoses d'Israël depuis 1948*, Ateliers Henry Dougier, coll. « Métamorphoses », Paris, 2018, 134 p.

Douze récits, douze voix, douze personnalités : il s'agit là, comme le dit l'auteur, d'un livre « d'histoires » et non « d'histoire », racontées par des

militaires, des politiques, des intellectuels et des citoyens. Dans cet ouvrage, Mati Ben-Avraham, journaliste indépen-

dant à Jérusalem et coauteur de l'ouvrage *Les Israéliens, hypercréatifs !*, se propose de retracer ce qu'il nomme les métamorphoses d'Israël, c'est-à-dire les événements politiques, religieux, militaires, sociaux et culturels qui ont marqué l'édification de la nation depuis 1948. À cet égard, les témoignages permettent de parcourir la vie politique mouvementée d'Israël, et donnent également un éclairage intéressant sur la fracture politico-religieuse qui a rythmé l'histoire de l'État hébreu. L'ouvrage est ainsi structuré chronologiquement : si les premiers affrontements sur la route assurant le ravitaillement de Jérusalem-Ouest sont présentés comme les véritables « racines du pays », les récits sur la guerre des Six-Jours et celle du Kippour offrent le point de vue selon lequel les événements militaires ont mené à l'irruption, sur la scène politique, du courant messianique juif ainsi qu'à l'assassinat de Yitzhak Rabin. Explorant les conséquences de la crise financière et économique des années 1983-1985, l'ouvrage conclut finalement sur l'importance grandissante prise par la thématique de l'identité nationale au sein des débats politiques et sociaux.

En donnant la parole à douze personnalités relatant leur expérience, le livre donne un aperçu original et très vivant de la société israélienne de l'intérieur afin d'appréhender ce pays du Proche-Orient, en apparence si connu, autrement qu'au seul prisme du conflit israélo-palestinien. Même si les fonctions et rôles de chacune des personnalités sont à garder en mémoire durant la lecture afin de saisir le parti pris des propos, la construction de l'ouvrage révèle l'évolution d'Israël par le témoignage de ceux qui ont participé directement à son histoire.

Marie GONZALES
Assistante de recherche

À VENIR

12-13 décembre : Colloque international *La sociologie militaire : un état des lieux.*

Les 12 et 13 décembre, l'IRSEM (Institut de recherche stratégique de l'École militaire) en partenariat avec le CREC Saint-Cyr (Centre de recherche des Écoles de Coëtquidan), le CREA (Centre de recherche de l'École de l'Air) et l'AFS (Association française de sociologie) organisent au sein de l'École militaire à Paris un colloque international intitulé « La sociologie militaire : un état des lieux ».

Colloque international

La sociologie militaire :
Un état des lieux

IRSEM
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE
www.defense.gouv.fr/irsem

Domaine défense
et société
École militaire
Inscription obligatoire

12 - 13 décembre 2018

ÉCOLE DE L'AIR
AFS
CREC